De la contradiction dans la dynamique musulmane en France

mardi 29 mai 2007, par CHAMBI Abdelaziz, GIRARD Youssef (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2007).

Sommaire

- Le souffle de la Nahda
- Islam et immigration
- L'Islam de la « deuxième (...)
- La dynamique musulmane en
- Quel avenir pour la dynamique

Dans le cadre du Forum Social des Quartiers Populaires qui aura lieu en Juin prochain, nous voulons poser la question des perspectives de la dynamique musulmane en France et de ses implications sociales et politiques (1). En effet, au-delà des débats sur la nature et l'origine des religions quant à leur nature humaine ou divine, on ne peut pas ignorer le rôle et l'impact de ces dernières sur les sociétés et leurs devenirs.

Le regard porté en général sur les religions en France est conditionné par l'histoire spécifique de ce pays, de sa lutte pour la laïcité et contre la domination de l'Eglise Catholique qui fut l'un des principaux soutient à la monarchie pendant des siècles. Le passé colonial et, plus loin encore, le passé esclavagiste et les croisades ont forgé des représentations et une attitude de rejet vis-à-vis de la religion des « Sarrasins » puis des « Indigènes », des « Fellagas » et de leurs descendants les « Islamistes » potentiels « terroristes », « exciseurs », « polygames », « antisémites », « violeurs » et « voileurs ».

Ce regard est singulier car lorsqu'il s'agit des autres religions, nous assistons à des jugements beaucoup plus nuancés, conciliants et parfois même admiratifs. Lorsqu'on évoque le combat du Mahatma Ghandi, la lutte du Dalaï Lama, celle de Dom Elder Camara et plus près de nous d'Hugo Chavez au Venezuela, ou de Lula au Brésil qui ont, tous, mené des combats en tant que croyants et pratiquants, la critique de la religion devient dans la bouche des détracteurs de l'Islam et des musulmans, compréhension, approbation lorsque ce n'est pas enthousiasme.

De l'« opium des peuples » en passant par le « refuge des opprimés et des égarés » ou les « manipulateurs et manipulé-es », l'Islam, en tant que religion des colonisés, a été perçu et abordé depuis plus d'un siècle de manière négative et en tentant de le qualifier de rétrograde, de barbare et pour le moins d'anti-progressiste.

Aujourd'hui, les responsables politiques français tentent de redéfinir l'identité nationale et même occidentale, en opposition avec l'Islam. Les musulmans sont considérés non comme des citoyens à part entière mais comme des citoyens entièrement à part, dont la loyauté est systématiquement mise en doute. Le musulman est devenu la nouvelle figure de « l'ennemi intérieur », le symbole de l'anti-France.

Certaines des critiques formulées à l'encontre des musulmans sont justifiées au regard de certaines pratiques traditionnelles, anté-islamiques, attribuées à l'Islam, justifiées parfois par des lectures

figées, littéralistes des textes de référence, renforcées par un accaparement du pouvoir et une instrumentalisation des savants de l'Islam.

La mise en cause de la Choura(2) dès les premières décennies de l'Islam et l'instauration du système dynastique(3) qui ont usurpé le pouvoir durant treize siècles, ont conditionné les musulmans dans une culture peu ou anti-démocratique ; culture dont le colonialisme puis nos « dictateurs libérateurs » ont pris la relève afin de perpétuer les vases communicants en terme de dominations dont les pauvres et les femmes ont payé le prix fort et continuent d'être les principales victimes.

Ainsi, dès les premiers siècles de l'Islam, s'opposèrent deux lectures de la religion musulmane radicalement différentes :

un « Islam des dominants » qui représentait la volonté d'imposer un Khalife et l'idéologie qu'élaborèrent et soutinrent les « oulémas du palais ». Dans cette perspective, l'Islam fut « instrumentalisé » par les pouvoirs et échappa aux masses musulmanes.

un « Islam des dominés » qui représentait une volonté de délégitimer le pouvoir injuste et l'idéologie qui le soutenait. Défendu par des oulémas indépendants des pouvoirs en place, porteurs des idéaux des opprimés, cet Islam se voulait le vecteur de la contestation sociale et du désir de justice.

Pourtant, malgré les injustices, malgré les campagnes de dénigrement sur la scène internationale et nationale, malgré les dictateurs régnant dans le monde musulman, malgré la lutte idéologique menées par les nationaux-républicains assimilationnistes et leurs relais « exotiques », l'identification à l'Islam dans les banlieues françaises n'a fait que progresser.

L'accès au savoir, à la science et aux textes de référence n'est pas étranger à ce fait. Il ne fallait plus passer par un clergé, un Cheikh ou un Imam pour accéder au Livre.

Le souffle de la Nahda

Depuis la fin du XIXe siècle, un vent de renouveau a soufflé en terre d'Islam entraînant une relecture contextualisée des textes fondateurs. Ce retour sur soi était une nécessité pour un monde musulman acculé par l'avancée de l'Occident impérialiste qui s'imposait par sa supériorité technique, économique et militaire. La Nahda avait pour but de résister à l'impérialisme Occidental par la renaissance civilisationelle du monde musulman.

Des personnalités telles que l'Emir Abdelkader (1808-1883), Jamel ed-Dine Al Afghani (1838-1997), Mohammed Abdouh (1848-1905), Rachid Ridha (1865-1935), Chekib Arslan (1870-1946), Mohammed Iqbal (1877-1938), Saïd Nursi (1878-1960), Abd el-Hamid Ben Badis (1889-1940), Hassan Al Banna (1906-1949), Malek Bennabi (1905-1973) ou Ali Shariati (1933-1977)4, ont mené un double travail de relecture des textes fondateurs et une lutte idéologique, intellectuelle et politique. Certains tels Omar Mokhtar (1862-1931) en Libye, Abdelkrim El Khattabi 1882-1963) au Maroc, Izz al-Din al-Qassam (1882-1935) en Palestine, Mostafa Ben Boulaïd (1917-1956) et Larbi Ben M'hidi (1923-1957) en Algérie, ont pris les armes pour la libération de leurs esprits et de leurs pays.

Leurs relectures des sources islamiques ont combattu l'idée de fatalisme, de soumission à l'ordre établi et aux injustices au nom de leur foi. Ces relectures de l'Islam se firent dans une triple dimension : premièrement, une politique offensive de lutte anti-impérialiste et de renaissance civilisationelle du monde musulman ; deuxièmement, une relecture des textes normatifs dans un sens novateur en liaison avec leur environnement social ; troisièmement, une spiritualité profonde et

intime.

Ces hommes ont prôné une spiritualité engagée dans le monde. Ils ont mis en avant les finalités des textes normatifs qu'ils ont cherché à comprendre dans la perspective d'une action émancipatrice.

Le colonialisme Occidental, français, italien et anglais en particulier, a mené une guerre sans merci à ces mouvements et ces personnalités car ils ont alimenté sur tous les plans les luttes de libération nationale dans les pays musulmans. Ils ont donné une justification religieuse aux mouvements de libération nationale permettant des soulèvements et des engagements populaires de grande ampleur.

En Algérie, l'administration française a mené une politique de dépersonnalisation et d'assimilation qui s'attaqua prioritairement à la langue arabe et à l'Islam. Durant cent trente deux ans, la France ne s'est pas contentée de s'accaparer les terres, d'asservir les hommes, de mutiler les corps, elle a aussi violé les consciences. Les forces d'occupation sont allées jusqu'à organiser le pèlerinage à la Mecque et à faire surveiller les pèlerins pour prévenir les relations entre les militants nationalistes de différents pays arabo-musulmans.

En effet, les autorités coloniales cherchaient à couper les peuples du Maghreb et d'Afrique subsaharienne du reste du monde musulman afin qu'ils ne soient pas « contaminés » par les idées subversives de la Nahda. Un maraboutisme dévoyé, nouvelle version de « l'Islam des dominants », est, bien souvent, venu donner sa caution spirituelle à cette politique d'asservissement.

Islam et immigration

Revenir sur la Nahda et sur l'histoire de la colonisation est indispensable si nous voulons avoir une juste compréhension de la dynamique musulmane en France. En effet, l'histoire de l'Islam dans l'hexagone est liée à l'histoire de l'immigration ; immigration qui, comme l'a montré Abdelmalek Sayad, est une conséquence directe de la colonisation.

L'Islam est arrivé en France dans les « valises » des premiers immigrés maghrébins au début du XX siècle. Dès les premières années, la question de la pratique de leur religion se posa pour ces immigrés. Comment pratiquer sa religion dans une société ou l'Islam était totalement étranger ?

Rapidement les pionniers de l'immigration s'organisèrent afin de pratiquer leur religion. Déjà dans les années vingt, ils commencèrent à demander l'ouverture de lieu de culte dans les usines(5).

A la même époque, ces pionniers de l'immigration commencèrent à se politiser au contact du mouvement ouvrier en général et du Parti Communiste Français en particulier. Pour ceux qui fondèrent l'Etoile Nord Africaine au milieu des années vingt et pour ceux qui les rejoigninrent par la suite, l'Islam fut l'une des causes de leur rupture avec la gauche communiste. Evoquant cette rupture entre les nationalistes révolutionnaires Algériens et les communistes Français, Belkacem Radjef rappelait : « Nous parlions d'Islam, ce qui déplaisait aux communistes. Plus que jamais, il fallait que nous comptions sur nous-même et sur nos propres moyens »(6).

De son côté, au milieu des années trente, le Cheikh Abd el-Hamid Ben Badis, alors président de l'Association des Oulémas, délégua le Cheikh Foudil el-Ourthilani en France. Ce dernier créa à Paris le Nadi Tahdhib (Cercle d'Education) et ouvrit une vingtaine de cercles dans les principales villes de province. Chaque cercle possédait une salle de prière, une salle de conférence et un espace « détente » ou les travailleurs immigrés pouvaient se rencontrer. Au sein des cercles des cours d'alphabétisation en arabe et en français étaient dispensés(7). Certains nationalistes

révolutionnaires, tel Mohammed Si Djilani et Ahmed Belghoul qui étaient respectivement président et vice-président de Cercle d'Education, participèrent activement à l'action de l'Association des Oulémas en France.

Les militants étoilistes puis PPA s'investirent, eux aussi, dans l'éducation islamique. Ils fondèrent des médersas en France, comme celle d'el-Hayat à Clichy ou celle de « La culture arabe » à Asnières, afin de répondre aux besoins spirituels et culturels des immigrés.

Les nationalistes révolutionnaires étoilo-PPA et les réformateurs Oulémas, en la personne de Belkacem Radjef et du Cheikh Foudil el-Ourthilani, s'unirent pour demander le départ de Kaddour Bengharbrit qui était le représentant servile de « l'Islam officiel », et dont ils contestèrent les compétences comme recteur de la Mosquée de Paris.

Après la parenthèse de la seconde guerre mondiale, l'Associations de Oulémas reprit son activité en France auprès des travailleurs immigrés. Avec l'aide du musulman Malgache d'origine indienne, Mahmoud Abdelghafour, les Oulémas continuèrent leur travail d'éducation afin que les immigrés ne soient pas coupés de la spiritualité islamique.

A la même époque, les militants du PPA-MTLD s'attachaient, eux aussi, à préserver l'identité islamique des travailleurs immigrés. Ainsi, l'ouverture de lieux de culte dans les usines faisait partie des plate-formes de revendications des nationalistes syndicalistes du PPA-MTLD, comme Safi Boudissa qui obtint une salle de prière aux usines Peugeot de Sochaux en 1948.

La guerre d'Algérie et la répression menée en France contre les travailleurs immigrés, marquèrent une coupure dans l'engagement cultuel et culturel des Oulémas et des nationalistes révolutionnaires. Pour eux la priorité était, à cette époque, le soutien à la lutte de libération nationale de l'Algérie.

Après 1962, nombre de cadres Oulémas et nationalistes révolutionnaires rentrèrent en Algérie pour reconstruire leur pays après cent trente deux ans d'occupation française. Certains anciens militants du MNA8 qui ne pouvaient rentrer en Algérie, reprirent leur action d'éducation islamique après l'indépendance.

A partir des années soixante, le Tabligh reprit l'action d'éducation islamique en direction des travailleurs immigrés mais dans un sens uniquement quiétiste et apolitique. Sous l'impulsion de ce mouvement des salles de prières furent ouvertes dans les usines et les foyers de travailleurs. Dans ces foyers les salles de prières représentaient, souvent, un lieu de dignité et de spiritualité pour des hommes dont la vie était particulièrement difficile.

L'Islam de la « deuxième génération »

L'Islam fut transmis aux enfants d'immigrés par deux canaux principaux : leurs parents et des étudiants Maghrébins venus finir leurs études en Europe.

Les parents transmirent, le plus souvent, un Islam simple et populaire, expression de la spiritualité du quotidien. Les fêtes de l'Aïd, le Ramadan ou la prière rythmèrent la vie de nombreuses familles durant des années. De fait, on ne soulignera jamais assez l'importance de cet Islam familial dans la socialisation des futurs acteurs de la dynamique musulmane en France(9).

Désirant approfondir cet héritage culturel et religieux, certains d'entre nous cherchèrent à en savoir plus sur la spiritualité et les finalités de ces pratiques religieuses. La littérature étant relativement

réduite, nous avons sollicité les étudiants arabes qui vivaient dans nos quartiers et fréquentaient nos mosquées.

Nous avons été très rapidement confrontés à des difficultés liées d'abord à la langue arabe que nous ne maîtrisions pas et le français que ces étudiants maîtrisaient peu ou mal. Nous avons exigé la francisation des prêches, des cours, des interventions dans les mosquées et les associations. Puis nous avons été confrontés à d'autres difficultés liées à la mentalité et au contexte culturel dans lequel nous avions grandi et que ces étudiants et nos parents méconnaissaient.

A Lyon, les membres fondateurs de l'Union des Jeunes Musulmans (10) ont ressenti le besoin d'ouvrir une bibliothèque spécialisée sur l'Islam puis une librairie et enfin la maison d'édition Tawhid , afin de produire et traduire les ouvrages de bases nécessaires à une bonne compréhension de nos référents religieux. Dès 1988, nous fondions un centre culturel et social qui se voulait le trait d'union, ou l'espace de transition, entre la rue et la mosquée, ce qui permit à des centaines de jeunes garçons et filles de venir sans appréhension et sans barrière, découvrir la littérature musulmane ou discuter avec les militants-tes sans tabous.

Après avoir nous-mêmes été « abreuvés » dans le domaine religieux par les étudiants Maghrébins, nous avons commencé à diffuser un Islam en phase avec son environnement social : par l'organisation de conférences, de tables rondes, de congrès et de diffusion de cassettes et de livres en Français.

La particularité de cet Islam en phase avec son environnement social résidait dans le fait qu'il se voulait progressiste, anti-impérialiste et engagé socialement. Il s'agissait pour nous de vivre notre action politique éclairée ou animée par notre spiritualité. C'est donc un Islam militant que nous avons prôné qui se voulait un vecteur de changements dans les faits sociaux et les identités.

La dynamique musulmane en France

Le début des années quatre-vingt, ainsi que la suite et les conséquences de la Marche pour l'Egalité de 1983, constituèrent un tournant important dans la construction et l'affirmation identitaires des musulmans de France. Les revendications politiques et civiques non entendues et instrumentalisées par les dirigeants politique français, s'enrichirent d'une dimension spirituelle et religieuse. A partir de là, émergea une nouvelle catégorie de militants d'obédience musulmane sur la scène française.

La possibilité de créer des associations loi 1901 à partir de 1981 pour les étrangers, fit émerger des centaines d'associations dites musulmanes dont la très grande majorité fut le fait de nos parents, pour créer ou gérer leurs lieux de culte, ou des amicales liées aux pays d'origine. Celles que nous pourrions qualifier de « franco-françaises » choisirent, le plus souvent, de camoufler leur islamité afin de bénéficier de subventions et de reconnaissances.

Parmi les associations qui ont choisi d'assumer et de revendiquer leur identité musulmane nous pouvons distinguer deux catégories :

celles qui ont des liens idéologiques, organiques ou financiers avec l'étranger, animées principalement par des étudiants, des réfugiés politiques de travailleurs immigrés, et certains « sous-marins » des pays d'origine.

celles, à l'image de l'UJM à Lyon, qui ont choisi, l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques d'ici et de là-bas, vis-à-vis des organisations liées aux pays d'origines, et forts de leurs parcours de militants ou d'habitants des quartiers populaires.

Ces spécificités, et les vécus des uns et des autres, ont entraîné des postures politiques, psychologiques et culturelles différentes et parfois antagonistes. Le rapport au pouvoir et aux autorités publiques étaient différents et ont entraîné un travail militant bipolaire.

D'un côté cela a abouti à la création d'organisations ou fédérations institutionnelles dont le souci principal fut la course à l'occupation du terrain, la représentativité de l'Islam de France et la notabilité. Pour ces organisations, cet engagement institutionnel s'est conclu par la création du Conseil Français du Culte Musulman en 2003, avec son lot d'exigences, de servilités de luttes d'influences et de calculs de boutiquiers.

De l'autre côté des associations indépendantes et des individus, non inféodées aux pays d'origines et aux structures institutionnelles, ont développé une posture plus militante et engagée en phase avec les réalités des quartiers populaires. Issues de ces quartiers, ils partagent les revendications légitimes de leurs habitants, en évitant de les limiter aux revendications purement cultuelles et communautaires.

C'est ainsi que nous avons vu se développer un partenariat entre ces associations musulmanes indépendantes et d'autres moins ou pas religieuses, ainsi qu'avec le mouvement social et les mouvements progressistes, antiracistes et altermondialistes. C'est ainsi que nous avons vu des mouvements comme le CMF (Collectif des Musulmans de France) s'investir auprès du mouvement social, avec d'autres acteurs des banlieues tels que le MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues) ou DiverCité. C'est à travers la diversité de ces collectifs que furent investis le FSE (Forum Social Européen), l'Anti-G8 ou le rassemblement alter-mondialiste du Larzac...

D'un autre coté, devant les réalités sociales et politiques, les organisations musulmanes institutionnelles se sont orientées depuis le début des années quatre vingt dix vers les jeunes musulmans. Ces organisations se sont appliquées à orienter leurs préoccupations dans un sens uniquement religieux, dépolitisant ainsi un nombre important de jeunes musulmans. Au final, ces organisations ont « formatés » des jeunes qui ont intégré la même vision du type de société, et le même type de rapport à l'autorité et au pouvoir que ces grands frères du Bled.

Ainsi, nous avons vu émerger en France un « Islam progressiste » et un « Islam conservateur », un « Islam populaire » et un « Islam bourgeois », un « Islam des dominés » et un « Islam des dominants ».

L'engagement des « Frères Musulmans » dans un certain nombre de gouvernements de pays, appartenant à « l'axe du bien » de George Bush, montre clairement leur choix de société, de rapports au pouvoir et de relations entre les peuples. Ces choix ne seront jamais les nôtres.

Quel avenir pour la dynamique musulmane en France ?

La mise en place du Forum Social des Quartiers Populaires les 22 23 et 24 Juin 2007 à Saint Denis devrait nous permettre de revisiter cette histoire, d'en tirer des leçons et de mieux construire notre avenir.

Nous devons profiter de ces moments de débats et d'échanges pour réfléchir sur la nécessité et les moyens de défendre notre indépendance vis-à-vis du pouvoir politique d'ici et d'ailleurs, et vis-à-vis des apprentis sorciers de tous genres qui voudraient instrumentaliser l'Islam de France pour des carrières personnelles, ou pour précipiter le choc des civilisations.

Ce forum sera également l'occasion de faire le bilan sur les différents partenariats que nous avons

développé ces dernières années, et sur la nécessité impérieuse de nous organiser (avec d'autres) politiquement pour mettre fin à l'islamophobie, devenue un véritable sport national.

L'amélioration de notre sort et celui de nos semblables passe par la décommunautarisation de nos revendications et de nos luttes. Les combats menés sur les questions de lieux de culte, du foulard ou d'autres actes islamophobes nous ont été imposés par une classe politique qui a instrumentalisé ces questions pour camoufler son incapacité à répondre aux véritables problèmes de notre société, et nous a imposé un calendrier de mobilisations pour mieux nous épuiser.

Nous sommes persuadés que la véritable solution à nos difficultés passe par l'investissement du champ politique en hommes et femmes libres, animés par des valeurs de justice sociale, de dignité, d'égalité et de véritable fraternité.

Notes :

1 http://fsqp.free.fr/

2 Concertation, mode de désignation des responsables et de gestion du pouvoir.

3 Omeyyades, Abbassides, Fatimides, Ayyoubides, Mamelouks et Ottomans.

4 Cf. Abdel-Malek Anouar, Anthologie de la littérature arabe contemporaine, Ed. Seuil, Paris, 1965 ; Sahli Mohammed Chérif, Abdelkader chevalier de la foi, Nahda, 1953 Merad Ali, Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940. Essai d'histoire religieuse et sociale, Paris, Mouton, 1967 ; Pakman Homa, Djamal ed-Din Assad Abadi dit Afghani, Maisonneuve et Larose, Paris, 1969 ; Ramadan Tariq, Aux sources du renouveau musulman. D'al-Afghani à Hassan al-Banna un siècle de réformisme islamique, Bayard, Paris, 1998 ; Bennabi Malek, Vocation de l'islam, al-Bouraq, Paris 2006

5 Genty Jean-René, L'immigration algérienne dans le Nord Pas de Calais 1909-1962, L'Harmattan, 1999

6 Ben Khedda Benyoucef, Les origines du premier Novembre 1954, ECNERMNR, 2004

7 Sur l'activité des Oulémas en France Cf. Sellam Sadek, La France et ses musulmans : Un siècle de politique musulmane (1895-2005), Fayard, 2006

8 Mouvement National Algérien : organisation messaliste rivale du FLN durant la guerre d'Algérie.

9 Certains islamo-politologues désignent ces acteurs sous le nom de « ré-islamisé ». Ils éludent par là l'héritage transmis par les parents dont on nie ainsi la capacité à transmettre des valeurs.

10 Youssef Girard signataire du texte n'est pas lié à l'histoire de l'UJM.

P.-S.

*Article paru sur le site oumma.com, en préparation du Forum social des quartiers populaires, les 22, 23 et 24 juin 2007 à Saint- Denis (93).